



DÉCLARATION

15^e Assemblée plénière de ParlAmericas *Promouvoir des sociétés inclusives pour le développement durable*

9-12 septembre 2018 | Victoria, Canada

Nous, parlementaires représentant 26 pays des Amériques et Caraïbes, nous sommes réunis à Victoria, au Canada, du 9 au 12 septembre 2018, à l'occasion de la 15^e Assemblée plénière de ParlAmericas, ***Promouvoir des sociétés inclusives pour le développement durable.***

Durant cette rencontre, nous avons partagé nos expériences et discuté du rôle des parlements pour contribuer au discours et à l'action politiques afin de promouvoir des sociétés plus inclusives. Au cours des sessions de travail et de dialogue, nous avons eu des échanges sur les dynamiques économique, politique et sociale à prendre en compte pour garantir que tous les individus (en particulier les groupes sous-représentés ou marginalisés comme ceux qui ont fait l'objet principal des sessions de travail de la plénière de cette année, à savoir les femmes autochtones, les jeunes, les migrants et les populations déplacées de force) puissent accéder pleinement aux ressources, aux opportunités et aux droits de la personne, participer à la prise de décisions politiques et bénéficier de la croissance économique. Notre dialogue a abordé les nombreux facteurs croisés pouvant entraîner des expériences d'exclusion de ces groupes et d'autres, comme le handicap, l'âge, la race, l'ethnie, les origines, la religion, le genre, l'orientation sexuelle, la classe sociale ou autre statut.

Compte tenu de tout cela et,

En reconnaissant :

Qu'il existe un lien intrinsèque et fondamental entre la promotion de sociétés inclusives et la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable, et que l'un ne peut être pleinement accompli sans l'autre;

Que les sociétés inclusives sont celles où tous les individus peuvent jouir des droits de la personne et participer pleinement à la vie sociale, culturelle et politique, et où les autorités, institutions et normes publiques favorisent la démocratie, la diversité, le pluralisme, l'acceptation, la non-discrimination, la non-violence, l'égalité des chances, la dignité, la solidarité et la sécurité;

Que la branche législative joue un rôle essentiel dans la consolidation de sociétés plus inclusives par l'exercice de ses pouvoirs de représentation, d'élaboration de lois et de surveillance politique des actions du gouvernement;

Que l'inégalité des genres est un important facteur déterminant de pauvreté et qu'elle affaiblit l'efficacité des politiques de développement durable, en limitant l'accès des femmes aux ressources et leur participation effective à tous les niveaux des processus politique et décisionnel;



Que nos pays font face à des défis pour promouvoir une croissance économique inclusive, un accès égal aux marchés du travail pour les femmes, les jeunes, les migrants et les populations déplacées de force, et autres groupes sous-représentés ou marginalisés, ainsi que pour réduire l'inégalité des revenus et établir des conditions favorisant la mobilité sociale;

Que notre région connaît un déplacement de population et des mouvements transfrontaliers importants dû à des facteurs économiques, sociaux, politiques et environnementaux, dont la violence et l'insécurité, et qu'elle fait face à une nécessité pressante de répondre à des urgences humanitaires et à d'autres crises, et d'intégrer les réfugiés et les migrants de manière efficace;

Que les impacts positifs de la migration et que ses bienfaits pour nos économies, cultures et démographies doivent également être reconnus publiquement et pris en compte dans la prise de décision politique;

Que la budgétisation est l'un des processus de gouvernance les plus importants ayant des impacts directs sur la vie quotidienne des individus, et qu'impliquer la société civile dans ce processus permet aux décideurs et au public de mieux comprendre les besoins et les priorités, afin d'informer des affectations de ressources plus efficaces;

Que la coordination et le dialogue entre parlement, gouvernement et société civile (y compris les groupes de plaidoyer, les universitaires et le secteur privé) sont essentiels au succès d'actions visant à bâtir des sociétés inclusives et à atteindre un développement durable;

Que la diplomatie et la coopération entre les parlements et leurs membres en matière de bonnes pratiques pour obtenir une inclusion sociale, politique et économique de toutes et tous est fondamentale pour adopter une législation nationale efficace et pour promouvoir des stratégies communes au sein du système interaméricain.

Nous nous engageons à :

1. Adopter des lois, des cadres réglementaires et des pratiques favorisant les conditions nécessaires pour une inclusion politique, sociale et économique efficace de tous les membres de nos sociétés, y compris les femmes, les peuples autochtones, les jeunes, les migrants, les populations déplacées de force et autres groupes sous-représentés ou marginalisés;
2. Travailler avec nos gouvernements, des organisations de la société civile et les communautés pour lutter contre les sources d'exclusion limitant la capacité des individus à jouir pleinement de leurs droits, et pour contribuer à atteindre les Objectifs de développement durable;
3. Favoriser la démocratie et un environnement politique qui reconnaît et promeut la diversité, le pluralisme, la solidarité et l'égalité des chances pour tous, et qui accueille la contribution de migrants et de populations déplacées de force à l'économie et à la culture des pays d'accueil;

4. Revoir et adopter des cadres législatifs pour promouvoir des stratégies budgétaires et l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle, qui contribueront à créer des conditions favorables pour que tous les membres de la société, y compris les femmes, les peuples autochtones, les jeunes et autres groupes sous-représentés ou marginalisés, accèdent aux marchés du travail et participent activement à l'économie;
5. Renforcer la participation et le leadership des femmes, en particulier des femmes autochtones, dans la prise de décisions et les efforts pour bâtir des sociétés plus inclusives, ainsi qu'à intégrer l'égalité des genres dans tous les mécanismes et les stratégies mis en place par nos parlements pour atteindre le développement durable;
6. Coopérer avec nos gouvernements, des organisations internationales et de la société civile, ainsi qu'avec d'autres parlements, pour élaborer des pratiques efficaces et des réponses régionales coordonnées, à travers des lois et des politiques publiques visant l'intégration et l'inclusion sociale des réfugiés et des migrants, tenant compte des expériences, des besoins et des forces spécifiques des migrants et des réfugiés, et les aborder avec une prise de décision empathique et fondée sur des preuves;
7. Promouvoir la création d'opportunités et d'outils pour la participation du public au processus budgétaire national comme décrit dans la *Trousse d'outils sur la participation citoyenne au processus législatif* de ParlAmericas, et à tenir compte des normes internationales en la matière;
8. Renforcer les actions et les mécanismes de nos parlements pour promouvoir la confiance envers les institutions gouvernementales, en améliorant la transparence et l'accès à l'information, en encourageant les jeunes à participer activement aux processus décisionnels, et en créant des institutions plus inclusives et ouvertes au public;
9. Soutenir et contribuer aux efforts de ParlAmericas pour renforcer la coopération interparlementaire et intergouvernementale, et l'échange de bonnes pratiques législatives en matière de promotion des sociétés inclusives et de l'obtention d'un développement durable dans notre hémisphère, ainsi que la collaboration pour identifier des ressources externes qui pourraient contribuer à établir des fonds de coopération.

Signée à Victoria, au Canada, le 12 septembre 2018